



Conseil économique et social

Distr. générale
24 avril 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par la Fondation pour la promotion sociale de la culture, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique social.

* E/2012/100.



Déclaration

La Fondation pour la promotion sociale de la culture est une organisation non gouvernementale qui œuvre depuis 1992 dans plus de 50 pays d'Afrique (saharienne et du Nord), d'Asie (méridionale et Moyen-Orient), d'Amérique latine, des Caraïbes, et d'Europe (de l'Est, du Sud, et du Nord). En Amérique latine elle est présente en Argentine, Bolivie (État plurinational de), Costa Rica, Colombie, République dominicaine, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, et Pérou, où elle a exécuté 52 projets avec plus de 32 partenaires locaux financés par diverses institutions publiques et privées.

Tel que figure dans le *Rapport mondial sur la jeunesse 2011* et ailleurs, les jeunes femmes risquent encore davantage le chômage ou d'être sous-employées que les jeunes hommes. C'est pourquoi la Fondation a investi des ressources considérables dans des projets visant à renforcer les capacités pour le travail et l'entrepreneuriat des femmes entrepreneurs défavorisées en Bolivie (État plurinational de), au Paraguay, au Guatemala, en République dominicaine, et au Pérou afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Dans ce contexte, la Fondation a réalisé que des programmes effectifs de coopération doivent être fondés sur une stratégie de création d'emploi mettant en rapport le développement économique et social, et la qualité du capital humain en tant que l'un des principaux facteurs de production, ce qui constitue le clef de la croissance économique et de la productivité. En outre, l'accentuation de la libéralisation des marchés et l'intégration de sociétés à l'économie mondiale requièrent une force de travail habile qui soit compétente et possède les savoir-faire pratiques exigés par le lieu de travail. Puisque le travail est la source de revenus principale dans la plupart des foyers dans le monde, on peut dire que la formation des femmes afin d'être incorporées au marché du travail contribue à réduire de manière significative la pauvreté et les inégalités.

L'expérience de la Fondation dans divers pays lui a permis d'observer que le peu de femmes entrepreneurs à bas revenu dans des activités productives s'explique par différents facteurs :

- Mauvaise formation en raison des bas niveaux d'éducation en général
- Manque de stimulation dû aux obstacles à l'accès aux réseaux financiers et de commercialisation et entraînant une faible productivité
- Le préjugé social que constitue le fait d'être une femme associé aux difficultés de concilier les responsabilités familiales et la production entraînent souvent une faible estime de soi-même et conformisme.

Selon la conclusion du *Rapport mondial sur la jeunesse 2011*, les jeunes d'aujourd'hui attachent de la valeur à la formation professionnelle comme moyen de se préparer au monde du travail, même s'ils ne trouvent pas de bonnes opportunités pour y accéder. La Fondation combat ce problème en aidant à la création de centres techniques de formation et en servant de plateforme pour créer un environnement débouchant sur le développement d'initiatives commerciales menées par des femmes.

Une formation complète est dispensée, incluant les connaissances techniques visant à autonomiser les femmes. Cette autonomisation devrait conduire soit à leur intégration à travers des emplois rémunérés, soit à la création de micro entreprises.

Ainsi, depuis 20 ans, la Fondation aide les organisations locales ayant mis en place des initiatives de formation technique pour les femmes pauvres à travers l'éducation formelle et informelle. Les centres de formation technique accueillent plus de 4 000 femmes par an à travers leurs différents programmes de formation. Ces programmes de formation professionnelle sont en connexion avec les secteurs de production de chaque pays. Il est à remarquer que les programmes ont aidé à améliorer l'architecture et le contenu de la formation professionnelle dans les pays concernés.

Les bénéficiaires des ces actions sont des femmes pauvres demandeuses d'une formation technique de qualité leur garantissant un accès à l'emploi. La plupart des femmes sont issues de zones rurales ayant migré vers les zones urbaines à la recherche de meilleures conditions de vie, mais une éducation de base insuffisante, les difficultés de la langue, des coutumes, et du mode de vie même, les ont empêchées de parvenir à une totale intégration sociale. Dans les centres de formation technique, les schémas de formation portent une attention particulière à cette réalité. Les bénéficiaires sont également issues d'une population ciblée de femmes habitant les banlieues des grandes villes, qui, ayant achevé leur éducation secondaire, se retrouvent souvent sur marché du travail informel dans des emplois ne pouvant être considérés décentes ou intéressants.

La Fondation fournit une aide financière et technique pour le développement d'activités renforçant la stratégie pour travailler avec des partenaires locaux, et encourage le réseautage et le transfert de bonnes pratiques. C'est pourquoi depuis 2005 la Fondation a promu avec des partenaires locaux la création d'un réseau de développement d'organisations non gouvernementales de pays de l'Amérique latine et de l'Espagne. Le réseau comprend actuellement des organisations membres de Bolivie (État plurinational de), de République dominicaine, d'El Salvador, du Guatemala, du Nicaragua, du Paraguay, du Pérou, et de l'Espagne.

Exemples de partenariat :

- Dans l'État plurinational de Bolivie la Fondation travaille depuis 2006 avec le Centro de Formación Integral para la Mujer (CEFIM) Technical Institute, qui offre tous les ans à 300 femmes pauvre de El Alto et La Paz une formation professionnelle. Récemment, le Committee on Education and Health of the Chamber of Deputies de l'État plurinational de Bolivie a remis au CEFIM la distinction de Meritorious Institution pour les services qu'il a rendus en matière de formation professionnelle et d'éducation. Dernièrement, le CEFIM a également reçu l'approbation du Technical Higher Level;
- Au Paraguay la Fondation travaille depuis 1998 avec l' Association for the Promotion of Craftswomen and Working Women (PROMU), avec divers groupes de projets en faveur des personnes très pauvres des bidonvilles de Asunción, y compris El Bañado, Tacumbú, Botánico, Santa Rosa, et autres. Dans son School for the Training of Service Company Assistants (EFAES), quelque 350 femmes sont diplômées chaque année. Ce projet a été sélectionné par le Fonds de l'OPEP pour le développement international comme l'un des projets les plus réussis pour ses résultats;

- Au Guatemala, la Fondation travaille depuis 2003 avec le centre de formation professionnelle Las Gravileas, une organisation parrainée par la Association for Cooperative Education, ayant pour objet surtout de former les femmes indigènes qui sont les plus affectées par la pauvreté dans la région de Sacatepéquez, avec une zone desservie couvrant les régions de Escuintla, Chimaltenango, Solola, Quetzaltenango et Guatemala. Le centre possède des installations pour développer des programmes de formation dans les secteurs de la boulangerie, pâtisserie, confiserie, gelée et confitures, textiles, confection, et céramique. Il mène également un programme pour l'organisation et la gestion pour les groupes de solidarité de production;
- Au Pérou, la Fondation œuvre depuis 1992 et a exécuté un total de 16 projets dans des secteurs prioritaires tels l'éducation et la formation, avec un accent tout particulier mis sur la formation des femmes et en créant des entreprises dans les zones rurales afin de développer l'agriculture et le secteur rural en introduisant de nouvelles techniques et produits. Elle a surtout travaillé avec le « Condoray », centre de formation professionnelle pour femmes au développement de l'hospitalité et de la micro entreprise dans la vallée du Cañete, et dans des zones limitrophes de Lima. Ces programmes profitent annuellement à 1 200 femmes;
- En République dominicaine, la Fondation travaille depuis 2000 avec l'organisation locale Initiatives for Higher and Further Education (INDESCO) dans la zone de Jarabacoa, une région avec un fort potentiel d'emploi dans le secteur du tourisme. Elle a appuyé la création de la Highlands School for Training in Hospitality and Travel Services. À ce jour, 1 000 femmes bénéficient de ce projet annuellement. Le projet bénéficie de l'appui et de la collaboration d'importantes institutions du pays, en particulier : le Instituto Nacional de Formación Técnico Profesional, agence gouvernementale coordonnant et supervisant les programmes techniques de formation; la Dominican Association for the Advancement of Women; et la Women's World Banking, qui ont fourni appui et conseils pour le développement de plusieurs programmes.

L'un des grands défis des politiques pour promouvoir un emploi de qualité est l'admission des groupes sociaux les plus défavorisés, en particulier les femmes. Pour parvenir à leur intégration dans le marché du travail, on recherche une productivité accrue dans les secteurs rural et marginalisés où les femmes dominent en fournissant aux femmes une formation mise à jour ainsi qu'en leur permettant l'accès aux technologies de l'information et des communications.

Certainement, grâce à sa proximité avec les groupes les plus défavorisés, le développement des ONG peut être un complément des politiques publiques en fournissant des nouveautés et en comblant les défaillances ou le manque de services de l'État. Si la Fondation a toujours favorisé la société civile et les organisations locales en ce qui concerne l'architecture et la mise en œuvre des actions de développement, elle croit néanmoins qu'œuvrer à l'unisson est effectif seulement si les politiques locales sont prioritaires et le lien social renforcé.